



# Rapport du PNUD sur l'investissement en Afrique

Quatrième édition: Opportunités associées  
aux environnements favorables

# RAPPORT DU PNUD SUR L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

---

QUATRIÈME ÉDITION:  
OPPORTUNITÉS ASSOCIÉES AUX  
ENVIRONNEMENTS FAVORABLES

Droits d'auteur © PNUD 2025. Tous droits réservés.  
One United Nations Plaza, NEW YORK, NY10017, USA

**Programme des Nations Unies pour le développement**  
Centre Financement du développement durable en Afrique  
UN House, 351 Francis Baard Street  
Pretoria, Afrique du Sud

**Le PNUD** est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. Collaborant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les populations et la planète. Pour en savoir plus, consultez le site [undp.org](https://undp.org) ou suivez-nous sur @UNDP.

Le **Centre Financement du développement durable (Sustainable Finance Hub, SFH) du PNUD** rassemble l'expertise financière du PNUD pour mobiliser les capitaux publics et privés au service des Objectifs de développement durable (ODD) – en aidant les gouvernements, les investisseurs et les entreprises à atteindre leurs objectifs en matière de climat, d'impact social et de durabilité. Le Centre œuvre en faveur d'un changement systémique vers une architecture financière durable qui profite aux populations et à la planète. Pour en savoir plus sur ses services intégrés qui garantissent la durabilité de toutes les finances, consultez le site [sdgfinance.undp.org](https://sdgfinance.undp.org) ou suivez-nous sur @UNDP\_SDGFinance.

Le **Centre Financement du développement durable en Afrique (ASFH)** du PNUD mobilise le potentiel des solutions de financement durable au profit des pays, des gouvernements et du secteur privé afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement du continent.

L'**initiative timbuktoo du PNUD** est un projet audacieux et transformatif visant à faire de l'Afrique un acteur mondial majeur de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Conçue comme une plateforme multisectorielle, l'initiative a pour objet de résoudre les problèmes systémiques qui entravent l'essor des entrepreneurs, afin de leur permettre de se développer, de prospérer et de contribuer efficacement à la croissance économique du continent.

**Auteurs principaux:** Joanne Manda, David Mueller et Zain Kazmi

**Assistés par:** Khombomoni Chuma, Stephanie Mukoko, Ana-Maria Beldiga et Nozipho Kumalinga  
Oswald Osaretin Guobadia, Tracy Okoro Issac  
Lily Murei, Romain Galgan  
Syed Asfar Hussain Shah, Christopher Hughes et Tiina Turunen  
Groupe de coordination inter-pratiques (IPCG) de PNUD Afrique

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles de l'auteur/des auteurs, et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ou des États Membres de l'ONU.

Le PNUD et les entités qui lui sont apparentées (désignés collectivement « PNUD ») ne recherchent, ni ne sollicitent des investissements pour les programmes, projets ou opportunités décrits dans le présent rapport (collectivement « Programmes ») ou tout autre Programme, et ce document ne constitue en rien une sollicitation d'investissement. Les acteurs mentionnés dans ce rapport ne sont pas des partenaires du PNUD et leur inclusion ne doit pas être interprétée comme une approbation ou une recommandation de la part du PNUD d'une relation ou d'un investissement quelconque.

Les descriptions y contenues sont fournies uniquement à titre informatif. Leur présence dans ce rapport ne doit en aucun cas être interprétée comme une approbation d'une relation ou d'un investissement quelconque. Le PNUD n'assume aucune responsabilité pour des moins-values sur placements résultant directement ou indirectement des recommandations formulées de manière explicite ou implicite dans ses travaux ou y déduites. De même, le PNUD ne peut faire valoir aucune prétention à l'égard de plus-values sur placements découlant directement ou indirectement de bénéfices commerciaux, de frais de gestion d'investissement ou de conseil, réalisées en suivant des recommandations d'investissement faites explicitement ou implicitement dans ses travaux ou y déduites.

L'investissement comporte des risques et tout investissement doit être effectué sous la supervision d'un gestionnaire ou conseiller professionnel en la matière. Les informations contenues dans ce rapport ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat de placements, de valeurs mobilières ou de produits. Aucune offre d'achat ou vente de valeurs mobilières ne saurait être faite à une quelconque personne se trouvant dans un pays ou territoire où une telle offre serait contraire à la réglementation en vigueur.



# SOMMAIRE

Avant-propos .....	2
Résumé analytique .....	3
<b>Première partie : Point de situation concernant les Opportunités d'investissement alignées sur les ODD en Afrique</b> .....	<b>5</b>
1.1 Introduction .....	6
1.2 Données et tendances en matière d'investissements alignés sur les ODD en Afrique .....	7
1.3 Financement des Opportunités d'investissement alignées sur les ODD et bien-fondé d'un soutien public .....	12
<b>Deuxième partie : Opportunités associées à un environnement favorable aux investissements alignés sur les ODD en Afrique</b> .....	<b>14</b>
2.1 Comprendre les espaces blancs .....	15
2.2 Principaux obstacles aux investissements alignés sur les ODD .....	15
2.3 Opportunités commerciales, politiques et réglementaires .....	21
Conclusion .....	32

# UNDP AFRICA INVESTMENT INSIGHTS REPORT

## AVANT-PROPOS

L'Afrique n'est pas à la croisée des chemins, mais bel et bien sur la rampe de lancement. En cette période d'incertitude mondiale marquée par la volatilité économique, le dérèglement climatique et les bouleversements géopolitiques, de nouvelles perspectives s'offrent à nous : un continent fin prêt pour les partenariats.

Le centre de gravité de l'économie mondiale est en train de se déplacer. L'influence passe désormais par l'innovation, l'investissement et les idées, autant de ressources dont le continent dispose en abondance. Ce qui nous freine, ce n'est pas le talent ou l'ambition, mais la confiance, les capitaux et des environnements qui permettent de libérer notre potentiel.

La quatrième édition du Rapport sur l'investissement en Afrique ne se contente pas d'être une analyse, c'est un appel à l'action. Il met en évidence la nécessité pour les PME, qui constituent le pilier de nos économies, de pouvoir compter sur des infrastructures solides, des politiques cohérentes, des capitaux patients et des plateformes évolutives.

Elles méritent des écosystèmes qui les considèrent comme des partenaires de la prospérité et non comme des facteurs de risque.

Au PNUD, nous contribuons à la création de tels écosystèmes en collaborant avec les gouvernements et nos partenaires du secteur privé. À travers des initiatives telles que le SME Disruption Lab et le projet

DIGIT, nous investissons dans des environnements propices à l'innovation en Afrique.

Disons les choses telles qu'elles sont : l'Afrique n'a pas besoin d'être sauvée. Elle a besoin d'espace. D'espace pour prendre des initiatives, innover, soutenir la concurrence et saisir son avenir. Ce rapport sert à la fois de miroir et de carte, guidant l'action de ceux qui sont prêts à parier sur l'Afrique, non pas par charité, mais par stratégie.

Nous sommes prêts. Et vous ?



*maxwell gomera*

**Maxwell Gomera**

*Directeur  
Centre Financement du développement durable en  
Afrique du PNUD  
Représentant résident, PNUD Afrique du Sud*

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD sont des outils d'intelligence de marché produits par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec des gouvernements, afin d'aider les investisseurs privés à identifier les opportunités d'investissement et les modèles économiques susceptibles de contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Elles fournissent aux fonds, aux organismes financiers et aux entreprises des données et des informations directement exploitables pour utiliser leurs capitaux de manière à générer des effets positifs et des avantages financiers. Cela permet de mobiliser les ressources nécessaires pour faire progresser le développement durable et intégrer pleinement le financement privé aux efforts de réalisation des ODD, compte tenu notamment des besoins de financement actuels.

Le Centre Financement du développement durable en Afrique (Africa Sustainable Finance Hub, ASFH) du PNUD a réalisé 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD dans 19 pays d'Afrique subsaharienne, y compris à Zanzibar. L'outil a également été adopté dans des contextes transfrontaliers marginalisés grâce aux Lignes directrices pour la réalisation de Cartes de l'investissement orienté vers les ODD dans les Zones frontalières d'Afrique (Guidelines for African Borderlands SDG Investor Maps). Ces cartes marquent un changement de cap par rapport à la méthode traditionnelle de financement du développement en offrant aux investisseurs un accès à des produits d'intelligence de marché innovants et dynamiques, ainsi que des éclairages sur les modèles commerciaux et les perspectives d'investissement dans les marchés émergents d'Afrique. En plus de fournir des données permettant aux investisseurs d'explorer les possibilités de générer à la fois un rendement financier et un impact sur le développement, ces outils aident les organisations à orienter leurs activités et leurs capitaux vers les domaines où ils peuvent avoir le plus

d'impact sur la réalisation des ODD. Ces informations sont complétées par les Normes d'impact ODD, qui leur permettent de faire progresser leurs efforts en faveur de la durabilité et d'assurer le suivi de leurs contributions aux ODD.

S'appuyant sur les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique subsaharienne, le rapport du PNUD sur l'investissement en Afrique offre un éclairage précieux sur plusieurs marchés du continent. Dans sa troisième édition, le rapport annuel a présenté des données et des tendances en matière d'investissements alignés sur les ODD, recueillies dans 15 pays du continent, en mettant plus particulièrement l'accent sur les opportunités d'investissement liées au climat. Dans cette quatrième édition, l'ensemble des données a été élargi pour inclure les opportunités d'investissement alignées sur les ODD tirées de quatre nouvelles cartes, offrant ainsi une couverture géographique plus étendue afin de prendre en compte la diversité des économies du continent. Le présent rapport met l'accent sur les obstacles de marché, mais également politiques et réglementaires, qui empêchent le secteur privé de profiter des opportunités stratégiques que recèlent les ODD, soulignant ainsi l'importance des interventions catalytiques pour libérer le plein potentiel du secteur privé.

Le Rapport du PNUD sur l'investissement en Afrique met en avant les principaux messages suivants concernant les opportunités d'investissement axées sur les ODD sur le continent:

### ■ Les investissements alignés sur les ODD sont rentables

bon nombre d'opportunités peuvent offrir des rendements financiers attractifs de l'ordre de 15 à 20 % et ciblent des marchés d'importantes tailles comprises entre 100 millions et 1 milliard

de dollars, tout en générant des flux de trésorerie positifs cumulés sur un horizon de 5 à 10 ans.

■ **Les investissements en Afrique présentent un important potentiel**

la plupart des opportunités peuvent générer de nouveaux résultats positifs pour des parties prenantes mal desservies, y compris dans les zones rurales, répondant à la fois aux besoins élémentaires (ODD 1 - Pas de pauvreté) et aux exigences de transformation économique structurelle (ODD 8 - Travail décent et croissance économique).

■ **Le soutien public permet de débloquer les capitaux privés au profit des ODD**

si de nombreuses opportunités sont commercialement viables, la plupart nécessitent des modèles de financement intégrant le soutien public. Ces modèles requièrent des mesures de réduction des risques, des incitations politiques, des mécanismes de fixation de prix efficaces, ainsi qu'un engagement catalytique des pouvoirs publics et des partenaires au développement.

Sur la base des 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique, le Rapport sur l'investissement en Afrique du PNUD analyse les opportunités associées aux environnements favorables et en tire les constatations suivantes:

■ **Les goulets d'étranglement limitent la croissance des investissements alignés sur les ODD**

les capitaux privés ont du mal à réaliser des rendements financiers et leur potentiel d'impact en raison de lacunes de marché, mais également dans les secteurs de l'alimentation et des boissons, des infrastructures, des ressources renouvelables et énergies alternatives. Celles-

ci qui limitent notamment le rôle que le secteur privé peut jouer pour répondre aux besoins élémentaires conformément aux ODD 2 - Faim zéro et 3 - Bonne santé et bien-être.

■ **Les difficultés en matière de compétitivité constituent le principal obstacle de marché**

une compétitivité limitée sur les marchés intérieurs, où les entreprises locales peinent à fournir des biens et des services compétitifs, entraîne une faible croissance des marchés locaux et une dépendance excessive à l'égard des marchés internationaux, et montre ainsi l'importance pour les pays d'exploiter leur avantage comparatif.

■ **Les défis politiques et réglementaires une collaboration entre les secteurs public et privé**

certaines opportunités d'investissement axées sur les ODD sont limitées par des cadres politiques et réglementaires relevant entièrement du secteur public, ce qui souligne le rôle essentiel attendu des gouvernements dans la mise en place d'environnements favorables. La plupart des obstacles apparaissent toutefois dans l'interaction avec le secteur privé, où les entreprises et les investisseurs ont un rôle important à jouer aux côtés des parties prenantes publiques, par exemple en soutenant la croissance du capital humain afin de remédier à l'inadéquation des compétences

En complément des informations détaillées contenues dans les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique et accessibles au public sur le site SDG Investor Platform (Plateforme d'investissements au service des ODD), le rapport met en relief les possibilités dont disposent les partenaires du secteur privé pour utiliser les données existantes et entreprendre eux-mêmes tout processus de diligence raisonnable en vue de réaliser des investissements à impact axés sur les ODD.

# POINT DE SITUATION CONCERNANT LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ALIGNÉES SUR LES ODD EN AFRIQUE

# INTRODUCTION

Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD sont des outils d'intelligence de marché produits par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et ses partenaires afin d'aider les investisseurs privés à identifier des opportunités d'investissement et des modèles commerciaux susceptibles de contribuer sensiblement à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Conçues par le Centre Financement du développement durable (SFH) du PNUD, les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD ont pour objectif de fournir aux organismes financiers et aux entreprises des données et des informations directement exploitables pour les aider à utiliser leurs capitaux de manière à générer des effets positifs et des gains financiers. Par ce moyen, le PNUD soutient les efforts de financement des priorités nationales en matière de développement en orientant les capitaux privés vers les domaines susceptibles d'avoir le plus grand impact sur les populations et la planète, contribuant ainsi à combler les besoins de financement des ODD.

Le paysage financier du continent africain se caractérise par une forte dépendance aux ressources extérieures et une faible croissance des recettes internes. La canalisation des moyens financiers vers des investissements transformationnels et à fort impact contribuera à alléger le fardeau croissant de la dette qui pèse sur de nombreux gouvernements africains. Dans ce contexte, se fondant sur les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD, le Rapport sur l'Investissement en Afrique du PNUD brosse un tableau d'ensemble des opportunités d'investissement privé susceptibles d'avoir un impact économique, social et environnemental en Afrique. Dans sa troisième édition, le rapport utilisant des produits d'intelligence de marché recueillis dans 16 économies africaines, en l'occurrence, l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Ghana, le Kenya, Maurice, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, ainsi que le Gabon, le Lesotho, le Malawi, les Seychelles, la Sierra Leone et Zanzibar, et présente des données et des tendances en matière

d'investissements alignés sur les ODD. Elle met l'accent sur les opportunités d'investissement liées au climat et sur les moyens pour le secteur privé d'aider les pays africains à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, en tirant parti de l'expertise du PNUD dans le domaine du climat et de son initiative mondiale « Promesse climatique pour 2025 ».

Cette quatrième édition fournit des informations économiques, sociales et environnementales issues de 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées sur le continent (les 16 cartes précédentes auxquelles s'ajoutent les 4 Cartes de l'Angola, de Côte d'Ivoire, de Mauritanie et du Togo). Toutes les conclusions sont accessibles au public sur la Plateforme d'investissements au service des ODD (SDG Investor Platform) du PNUD. Cette édition met l'accent sur les opportunités associées aux environnements favorables qui peuvent permettre au secteur privé de jouer un rôle encore plus important en tant qu'agent de changement. Préparée en partenariat avec timbuktoo, une initiative audacieuse du PNUD visant à stimuler l'écosystème africain de l'innovation, elle met tout particulièrement l'accent sur l'écosystème entrepreneurial et l'innovation dans des domaines thématiques à fort potentiel, tels que l'AgriTech et la GreenTech.

Les informations contenues dans ce rapport s'appuient sur les 250 Domaines d'opportunités d'investissement (DOI) identifiés dans les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD, y compris des modèles commerciaux, soutenus par des données, qui présentent un important potentiel en termes de gains financiers et d'impact positif sur les ODD. En outre, pour la première fois, le rapport passe en revue les 53 espaces blancs relevés dans lesdites cartes afin de fournir une vue d'ensemble des obstacles de marché, mais également d'ordre politique et réglementaire limitant les investissements alignés sur les ODD en Afrique subsaharienne. Les produits d'intelligence de

marché sont répartis entre 5 pays à faible revenu, 10 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (y compris Zanzibar), 4 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 1 pays à revenu élevé. 10 d'entre eux sont classés dans la catégorie des pays les moins avancés (dont Zanzibar). Le rapport présente une analyse de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, ainsi que des constatations à l'échelle régionale pour l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest.

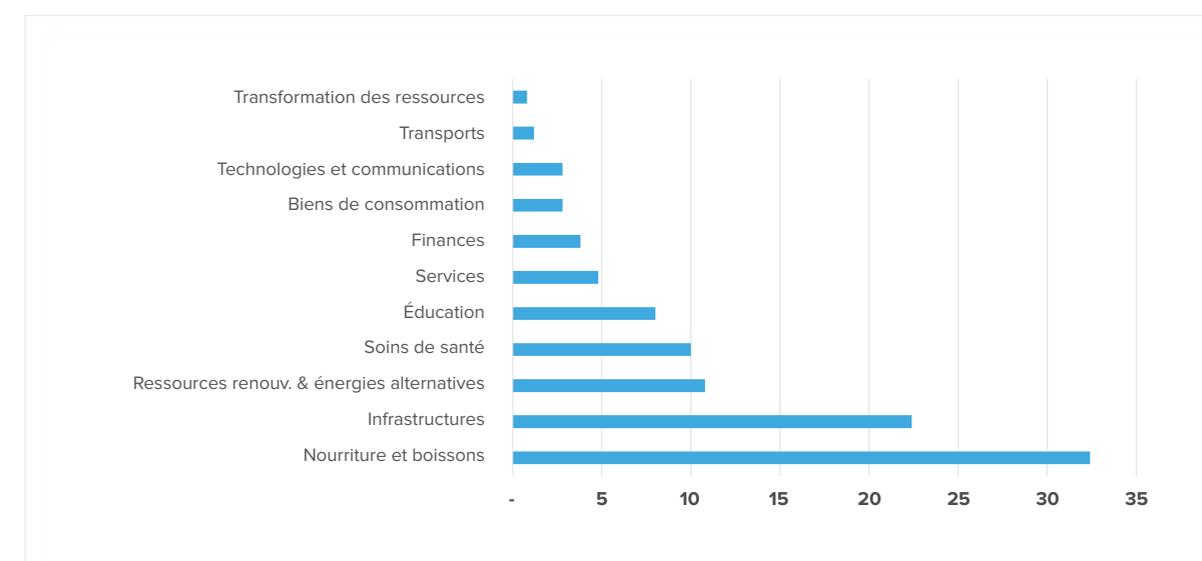
S'appuyant sur les DOI, cette première partie du rapport présente une mise à jour des conclusions relatives aux opportunités d'investissement axées sur les ODD, en soulignant les principales évolutions survenues depuis la dernière édition. La deuxième partie propose une analyse des espaces blancs identifiés afin de mettre en relief les opportunités d'investissement alignées sur les ODD dans les environnements propices en Afrique.

## DONNÉES ET TENDANCES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ALIGNÉS SUR LES ODD EN AFRIQUE

Au vu des 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD, la répartition régionale des DOI se présente comme suit : 38 % en Afrique de l'Est, 31 % en Afrique australe et 31 % en Afrique de l'Ouest. Utilisant une version adaptée du Système de classification des industries durables (SICS) du Conseil des normes comptables en matière de durabilité (SASB), ces

opportunités d'investissement sont réparties entre 11 secteurs, 38 sous-secteurs et 44 industries. Les principaux secteurs ciblés se présentent comme suit : Alimentation et boissons (32 %), infrastructures (23 %), ressources renouvelables et énergies alternatives (11 %), soins de santé (10 %), éducation (8 %), services (5 %) et secteur financier (4 %).

Graphique 1 : Principaux secteurs ciblés (% DOI)



Les principales industries cibles de ces DOI (selon la classification SICS du SASB) sont les suivantes: produits agricoles (23 %), promotion des technologies et projets solaires (10 %) et gestion des déchets (6 %).

Les différentes régions se caractérisent par des industries cibles de premier plan, notamment les aliments transformés pour l'Afrique de l'Est, les prêts à la consommation pour l'Afrique australe ou la viande, la volaille et les produits laitiers pour l'Afrique de l'Ouest.

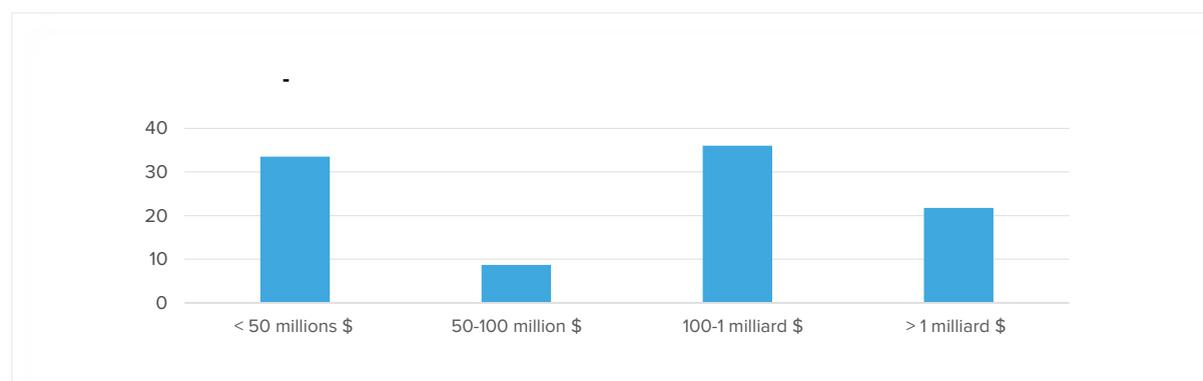
## Tailles des marchés

Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD identifient la taille du marché de chaque DOI à l'aide d'indicateurs tels que la valeur en dollars américains ou le taux de croissance annuel composé (TCAC).<sup>1</sup> Parmi les domaines d'opportunités d'investissement déterminant la taille du marché en dollars américains, 36 % présentent une taille inférieure à 50 millions de dollars, et 36 % ont une valeur comprise entre 100 millions et 1 milliard de dollars. Les DOI dont la taille de marché est supérieure à 1 milliard de dollars

représentent 22 % du total. Pour les DOI dont la taille du marché est identifiée à l'aide du TCAC, 29 % affichent un TCAC inférieur à 5 %, ou compris entre 5 et 10 %, 18 % ont un TCAC situé entre 10 et 15 %, et 8 % ont un TCAC supérieur à 25 %.

En Afrique de l'Est et en Afrique australe, davantage de DOI ciblent des marchés de plus petite taille, inférieure à 50 millions de dollars, avec 44 % et 31 %, respectivement.

Graphique 2 : Tailles des marchés - répartition des valeurs en dollars (% DOI)



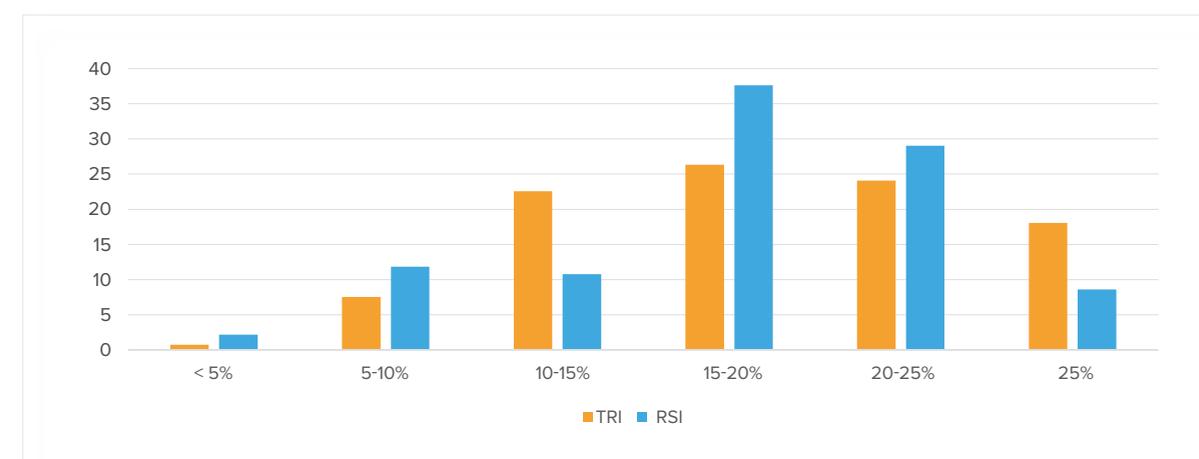
1. Le TCAC décrit la croissance annuelle historique ou attendu des revenus (ou des tailles de marché) au cours d'une période donnée.

## Profils de rendement indicatif

On estime que 26 % des DOI ont un taux de rendement interne (TRI) compris entre 15 et 20 %, et que 38 % ont un retour sur investissement (RSI) du même ordre. Dans la fourchette des 20-25%, 24% des DOI indiquent un TRI et 29% un RSI. Concernant les DOI indiquant des marges bénéficiaires brutes (MB), 47 % d'entre eux s'attendent à une marge supérieure à 25 %, tandis que 20 % tablent sur une marge comprise entre 5 et 20 %.

Les DOI du secteur de l'alimentation et des boissons prévoient les rendements les plus élevés, avec 84 % des opportunités indiquant des profils de rendement supérieurs à 15 %, tandis que dans le secteur des finances et des services, ce pourcentage s'élève à 100%.

Graphique 3 : Répartition par fourchette de TRI et RSI (% DOI)

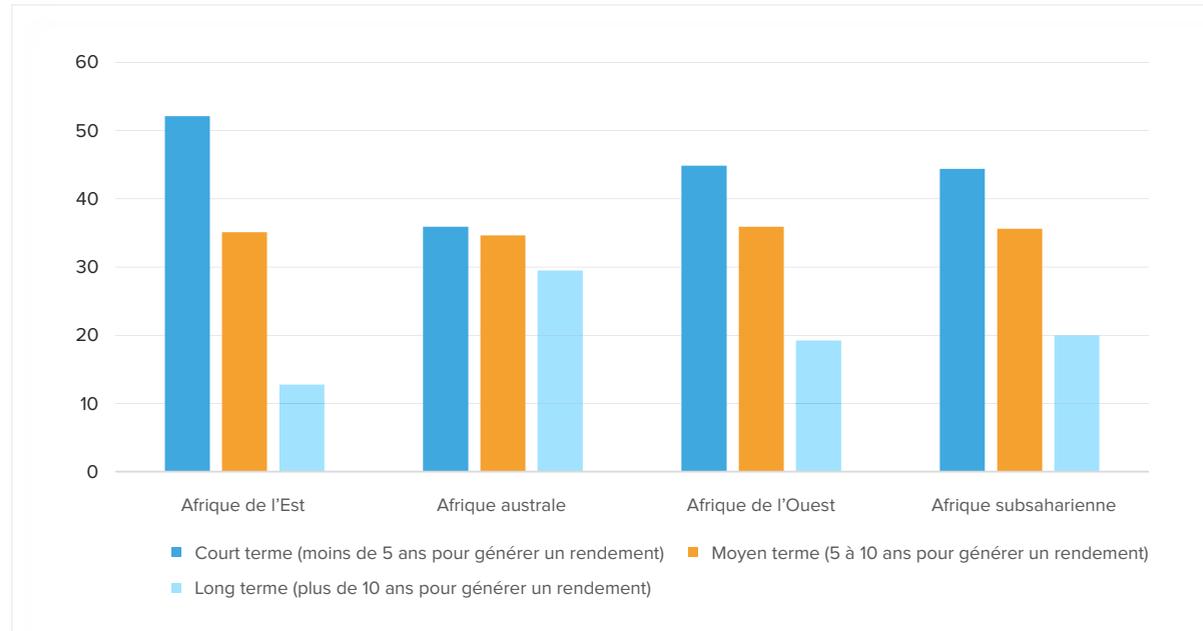


## Horizons d'investissement

Près de la moitié de l'ensemble des DOI (44 %) nécessitent un délai de 5 à 10 ans pour générer des flux de trésorerie positifs cumulés ; 36 % prévoient un horizon de placement à court terme de moins de 5 ans, et les 20 % restants tablent sur un horizon à long terme de plus de 10 ans.

Les DOI dans les secteurs des biens de consommation (71 %) et des services financiers (60 %) présentent les délais d'investissement les plus courts, tandis que les opportunités dans les secteurs des transports (67 %) et des infrastructures (41 %) exigent les délais d'investissement les plus longs.

Graphique 4 : Horizons d'investissement (% DOI)

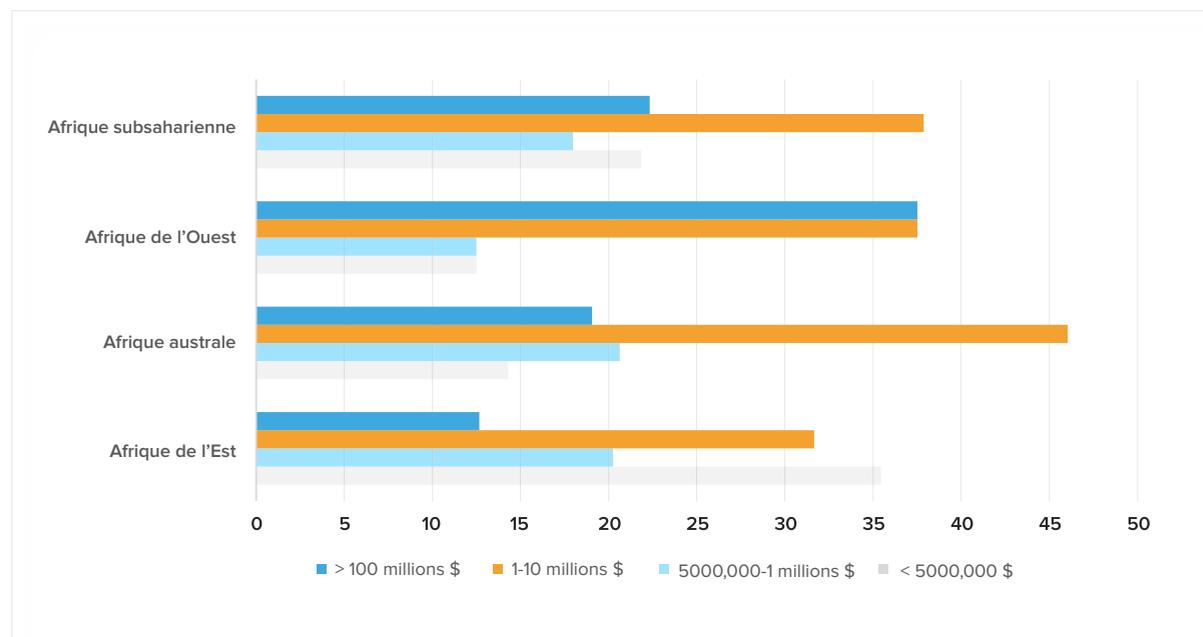


## Taille des tickets d'entrée

38 % de toutes les opportunités d'investissement nécessitent des montants d'investissement compris entre 1 et 10 millions de dollars, pour mettre en œuvre le modèle commercial du DOI en question. 22 %

d'entre elles affichent un ticket d'entrée inférieur à 500 000 dollars ou supérieur à 10 millions de dollars, tandis que 18 % des DOI exigent un ticket d'entrée de 500 000 à 1 million de dollars.

Graphique 5 : Fourchettes des tickets d'entrée (% DOI)



Les opportunités dans les secteurs des infrastructures, de l'alimentation et des boissons, ainsi que des ressources renouvelables et énergies alternatives se prêtent à des investissements dont la taille varie de moins de 500 000 dollars à plus de 10 millions de dollars, ce qui témoigne de l'attractivité de ces secteurs.

L'Afrique de l'Est abrite la plus forte proportion de DOI dont le ticket d'entrée est inférieur à 500 000 dollars (35 %).

## ODD

L'ODD le plus couvert par les DOI est l'ODD 1 - Pas de pauvreté (18%), suivi de l'ODD 8 - Travail décent et croissance économique (15 %) et de l'ODD 2 - Faim zéro (12 %). En Afrique de l'Ouest, l'ODD 7 - Énergie abordable et propre - apparaît également comme une cible prioritaire (15 %).

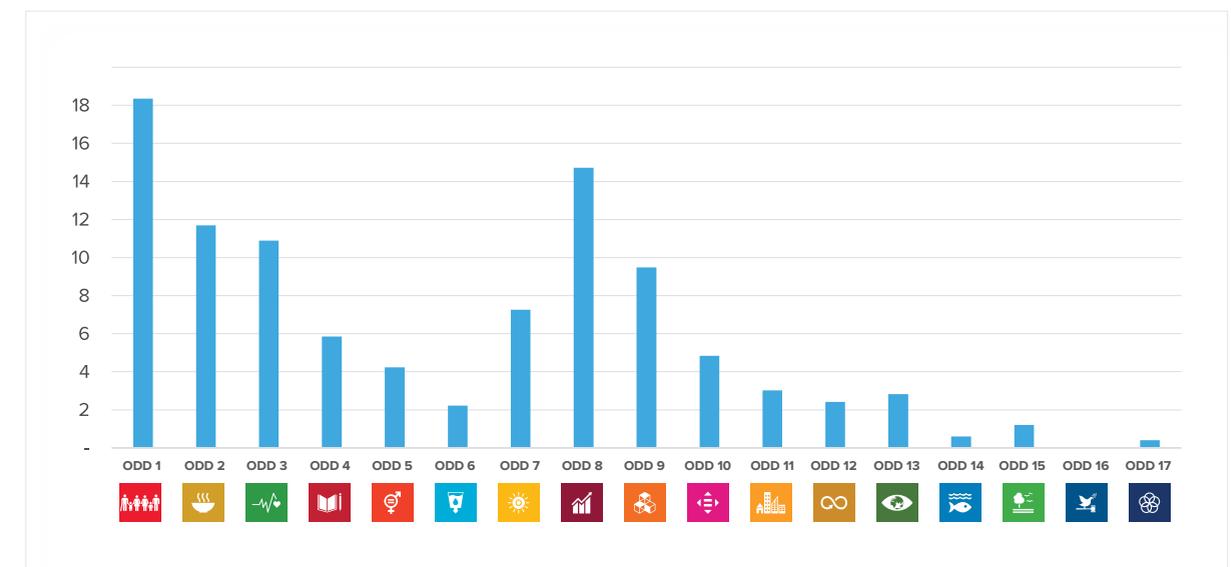
traditionnels, dont les attentes sont plus élevées en termes de ticket d'entrée, pour répondre à des besoins élémentaires. Il pourrait toutefois ouvrir la voie à des mécanismes de financement innovants qui accordent des prêts de montants inférieurs, par l'intermédiaire de banques locales par exemple.

Les indicateurs 7.1.1 (proportion de la population ayant accès à l'électricité : 8 %), 2.1.1 (prévalence de la sous-alimentation : 7 %) et 1.1.1 (proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international : 6 %) sont ceux qui sont le plus ciblés par les opportunités d'investissement.

En revanche, les ODD 7 à 11 sur l'impact économique, couverts par les opportunités ciblant les secteurs des énergies et des infrastructures, ont davantage tendance à exiger des montants d'investissement importants, supérieurs à 10 millions de dollars. De même, les DOI ayant un impact sur l'ODD 7 - Énergie propre et d'un coût abordable - et l'ODD 8 - Travail décent et croissance économique correspondent à des profils de rendement de plus de 20 % (mesurés par le TRI). Cela témoigne des exigences de nombreux investisseurs institutionnels matière de taille de tickets d'entrée et de perspectives de rendement.

Les ODD 1 à 3 sur les impacts sociaux, en particulier la sécurité alimentaire et l'état de santé, sont associés à des tickets d'entrée de petite taille, inférieurs à un million de dollars. Cet élément pourrait constituer un obstacle à l'utilisation des capitaux d'investisseurs

Graphique 6 : ODD couverts (% DOI)



## Classification de l'impact

selon les Normes d'impact ABC, développées par Impact Management Project (IMP) et intégrées par Impact Frontiers, 56 % des DOI sont considérés comme « contribuant à la création de solutions », ce qui signifie qu'ils génèrent un nouveau résultat positif pour une partie prenante qui, autrement, serait mal desservie. 38 % des DOI « bénéficient aux parties prenantes », et permettent ainsi de maintenir ou d'améliorer un effet positif. Les 6 % restants « agissent pour éviter

des préjudices », en ce qu'ils permettent de réduire ou d'atténuer un effet négatif.

Les DOI « contribuant à la création de solutions » se trouvent principalement dans les secteurs des infrastructures et de l'alimentation et des boissons (24 % chacun). C'est en Afrique de l'Est que l'on trouve le plus grand nombre de DOI de cette catégorie (63 %).

## Caractéristiques géographiques

les zones péri-urbaines sont ciblées par 38 % des DOI, suivies par les zones urbaines (34 %) et les zones rurales (28 %).

Les opportunités ciblant les zones urbaines ont davantage tendance à être classées comme ayant un impact plus important et à « contribuer à la création

de solutions ». Elles sont également plus susceptibles d'afficher des rendements plus élevés, mesurés en retour sur investissement. Cela peut traduire l'extensibilité des opportunités dans les contextes urbains et la présence de modèles économiques éprouvés qui fonctionnent bien dans ce genre d'environnement.

# FINANCEMENT DES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ALIGNÉES SUR LES ODD ET BIEN-FONDÉ D'UN SOUTIEN PUBLIC

## Modèles de financement

Il ressort de l'analyse des options de financement envisagées pour les opportunités d'investissement alignées sur les ODD dans les différentes zones géographiques, que 47 % des DOI peuvent être financés par des instruments commerciaux aux conditions normales du marché.

Par ailleurs, 36% des DOI nécessitent un modèle de financement mixte intégrant des mécanismes de partage des risques et 17 % d'entre eux misent sur un modèle de financement concessionnel, comme

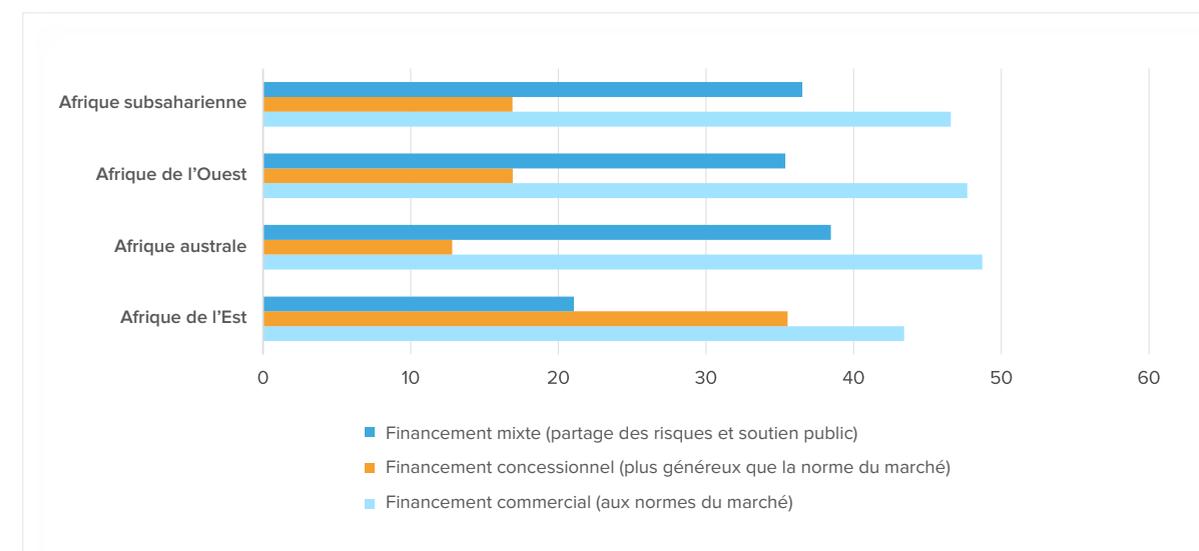
les prêts concessionnels pour les infrastructures, dont les conditions sont plus avantageuses que les taux standard du marché. Dans l'ensemble, 53 % des opportunités d'investissement susceptibles d'avoir un impact positif sur les ODD nécessitent un modèle de financement nécessitant un soutien financier public.

D'une sous-région à l'autre, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest abritent la proportion la plus élevée de DOI faisant l'objet de financement commercial, avec 49 % et 48 % des opportunités d'investissement,

respectivement, contre 35 % pour l'Afrique de l'Est. Selon la taille du ticket d'entrée, les DOI nécessitant des montants d'investissement supérieurs à 10

millions de dollars présentent la part la plus faible de financement commercial (35 %) et la part la plus élevée de modèles de financement mixte (50 %).

Graphique 7 : Modèles de financement (% DOI)



## Risques de marché

Les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement constituent le principal risque de marché identifié pour les opportunités d'investissement, affectant 29 % de l'ensemble des DOI. L'intensité capitalistique apparaît comme le deuxième risque de marché le plus courant (19 %), suivie des problèmes de réglementation (16 %).

Les DOI et leurs caractéristiques montrent que le continent africain regorge d'opportunités

d'investissements transformateurs. Cependant, de nombreuses opportunités n'ont pas pu être retenues, car des obstacles politiques, réglementaires ou commerciaux majeurs limitent leur viabilité. La section suivante analyse ces obstacles et les pistes de croissance, dans le but d'aider à débloquer des ressources supplémentaires pour favoriser le développement durable du continent africain.

## OPPORTUNITÉS ASSOCIÉES À UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX INVESTISSEMENTS ALIGNÉS SUR LES ODD EN AFRIQUE

### COMPRENDRE LES ESPACES BLANCS

Outre les DOI qui apportent des solutions d'investissement aux besoins pressants liés aux ODD, les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD jouent également un rôle complémentaire en identifiant les espaces blancs qui révèlent les obstacles politiques, réglementaires et commerciaux empêchant le secteur privé de saisir les opportunités stratégiques offertes par les ODD et d'y prospérer. La prise en main de ces espaces blancs permettra de débloquent des capitaux privés supplémentaires pour faire progresser les objectifs de durabilité. Ils constituent donc d'importantes opportunités d'amélioration des cadres d'investissement pour les gouvernements et les partenaires au développement, car les interventions catalytiques peuvent avoir un impact à grande échelle.

53 espaces blancs ont été identifiés dans les 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique. Ces espaces présentent un potentiel d'impact sur le développement induit par le secteur privé, pour autant que les conditions politiques, réglementaires et de marché s'adaptent à la dynamique changeante des marchés et que des environnements favorables aux contributions du secteur privé soient mis en place.

20 des 53 espaces blancs sont confrontés à des lacunes de marché (espaces blancs de marché) et 18 espaces blancs sont soumis à des contraintes politiques et/ou réglementaires (espaces blancs politiques). Les 15 espaces blancs restants font face à des défis sur les marchés, mais aussi sur les plans politique et réglementaire (espaces blancs doubles), ce qui reflète l'interdépendance entre les dynamiques politique, réglementaire et de marché.

Cette section commence par une vue d'ensemble des espaces blancs, puis examine les obstacles de marché et d'ordre politique auxquels ils sont confrontés. Les enseignements tirés de l'initiative timbuktoo du PNUD sont appliqués aux lacunes critiques identifiées afin de mettre en avant les expériences de pays à même d'offrir des solutions en matière d'environnement favorable qui ont un impact positif sur les économies réelles grâce à des écosystèmes entrepreneuriaux et à l'innovation.

### PRINCIPAUX OBSTACLES AUX INVESTISSEMENTS ALIGNÉS SUR LES ODD

Les secteurs de l'alimentation et des boissons (24,5 %), des infrastructures (19 %) et des ressources renouvelables et énergies alternatives (17 %) sont ceux qui présentent le plus d'espaces blancs. Les espaces blancs de marché et les espaces blancs doubles sont pour la plupart identifiés dans les opportunités ciblant le secteur de l'alimentation et des boissons (35 % et 27 %, respectivement). Ils concernent la production,

la transformation et la distribution des denrées alimentaires, y compris la mécanisation. Concernant les espaces blancs politiques, le secteur des infrastructures (28 %) est le plus en vue, surtout en ce qui concerne les infrastructures d'appui à la production et à la distribution énergétiques et agricoles, ainsi que les infrastructures de fabrication et celles liées au logement.



## PLEINS FEUX SUR LES ESPACES BLANCS PRODUCTION AGRICOLE LOCALE AUX SEYCHELLES

**Projet de modèle commercial:** produire des cultures nutritives destinées aux ménages locaux et à l'industrie de l'accueil. En appliquant le concept d'agriculture intelligente face au climat, ce modèle devrait s'avérer résilient aux effets du changement climatique. Il peut utiliser des techniques d'agriculture intensive, notamment pour l'agriculture verticale de haute technologie.

**Besoin de développement:** Aux Seychelles, l'agriculture ne représente que 1,89 % du PIB, ce qui est faible par rapport à d'autres pays africains, en particulier en Afrique de l'Est où 20 % du PIB provient de l'agriculture. En outre, dans la plupart des pays du continent, le secteur agricole occupe en moyenne entre 60 et 80 % de la main-d'œuvre, alors qu'il n'occupe que 3,7 % de la main-d'œuvre dans la production agricole primaire aux Seychelles. La superficie terrestre totale de l'archipel est limitée à 455 kilomètres carrés, dont 46 % sont juridiquement protégés pour des raisons de conservation.

**Potentiel de marché pour le secteur privé émergent:** Les Seychelles sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires pour couvrir leurs besoins intérieurs et sont donc vulnérables aux chocs tels que la pandémie de COVID-19 et la guerre résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Le pays dépend exclusivement des importations pour approvisionner le marché local en oignons, pommes de terre, carottes, ail et gingembre. En raison du manque de terres arables sur les îles principales, Mahé, Praslin et La Digue, le développement de la production agricole pourra être encouragé sur les îles extérieures. Des îles comme Desroches et Coëtivy peuvent produire toute la panoplie de légumes, ce qui montre qu'il est possible de cultiver diverses plantes dans les conditions climatiques locales. Les oignons, les pommes de terre, les carottes, l'ail et le gingembre représentent une valeur d'importation annuelle d'environ 40 millions de dollars américains.

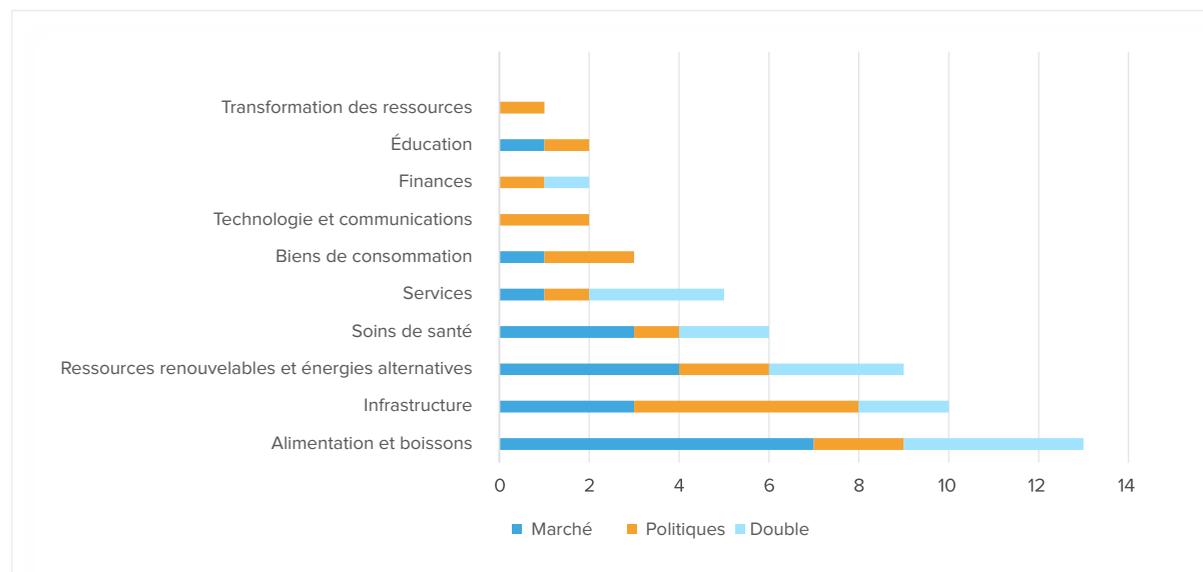
**Dynamique politique/réglementaire:** en 2018, le gouvernement des Seychelles a élaboré un Plan de développement agricole global, dans lequel 15 produits locaux de base ont été retenus. Il s'agit des tomates, de la laitue, du poivron, du concombre, de l'aubergine, du chou chinois, du chou, du piment, de la banane, du manioc, de la patate douce, des herbes/épices, de la citrouille, des haricots et du papayer. Malgré l'objectif du gouvernement d'évaluer la durabilité des terres agricoles et de leurs cultures, et son engagement à développer une politique visant à améliorer la productivité et l'efficacité, aucune mesure de ce type n'a encore été mise en œuvre. Si les lacunes politiques et réglementaires sont comblées, le pays pourra substituer les importations de fruits et légumes et améliorer son autosuffisance.

*Voir Seychelles SDG Investor Map Summary Report (Rapport de synthèse de la Carte de l'investissement orienté vers les ODD des Seychelles) pour des informations supplémentaires et des références individuelles.*

Les opportunités dans le secteur des soins de santé présentent presque exclusivement des lacunes de marché, plutôt que des lacunes politiques ou réglementaires, ce qui témoigne des défis liés à la fourniture de services et de produits à des marchés

mal desservis par le secteur public. Cette situation peut également indiquer une concentration de l'activité du secteur privé dans les zones urbaines, au détriment des communautés qui en ont le plus besoin.

Graphique 8 : Secteurs (nombre d'espaces blancs)



En ce qui concerne la répartition régionale, 24 espaces blancs ont été identifiés en Afrique australe, contre 15 en Afrique de l'Est et 14 en Afrique de l'Ouest. La plupart des opportunités en Afrique de l'Ouest sont des espaces blancs de marché, ce qui laisse entrevoir un potentiel commercial supplémentaire dans la région. En revanche, en Afrique de l'Est, les espaces blancs politiques prédominent, ce qui semble indiquer une forte dynamique de marché limitée par des contraintes politiques et réglementaires.

Au niveau des pays, le Malawi, la Sierra Leone et le Lesotho présentent le plus grand nombre d'espaces blancs, ce qui indique un potentiel de marché important dans les économies émergentes. Zanzibar et les Seychelles font partie des pays qui comptent le plus grand nombre d'espaces blancs politiques, ce qui montre l'importance d'un environnement favorable solide pour les petites économies insulaires dont les dynamiques de marché et de développement sont uniques en leur genre. En Angola, les espaces

blancs doubles sont les plus fréquents, ce qui traduit l'étroitesse des liens entre politiques et activités du secteur privé dans le pays.

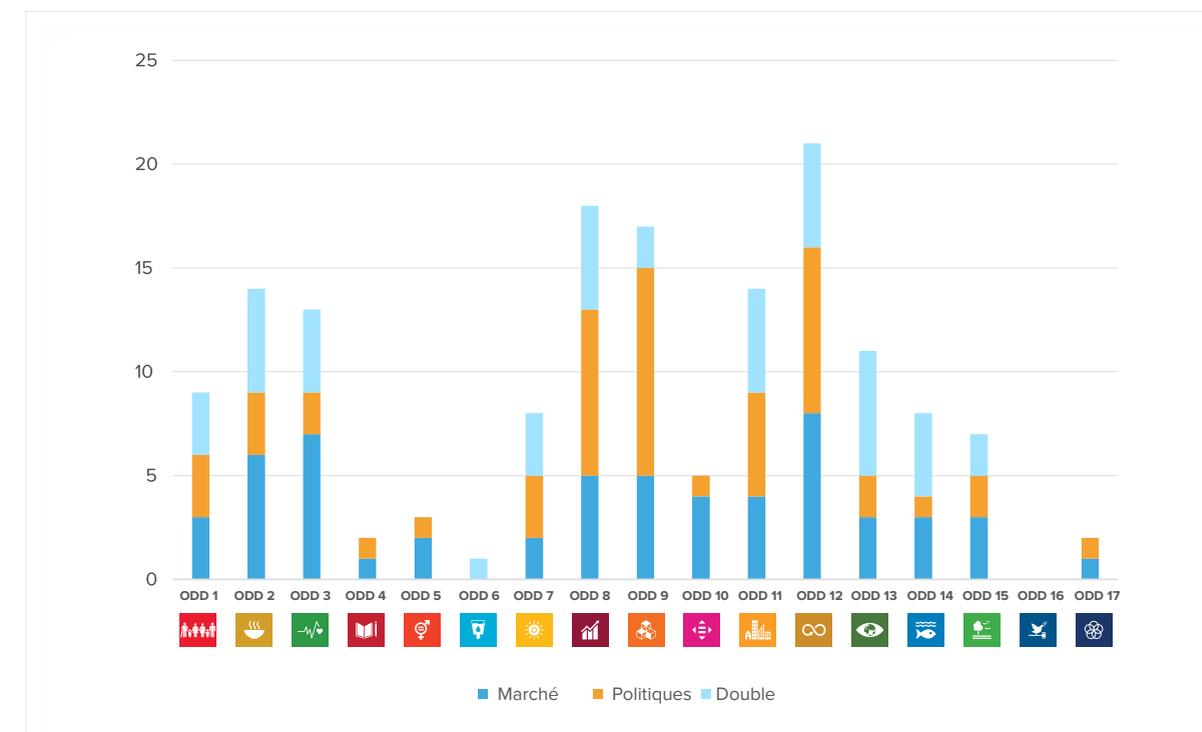
Dans l'ensemble des espaces blancs, les opportunités susceptibles d'avoir le plus grand impact positif ciblent l'ODD 12 - Consommation et production responsables (14 %), suivi de l'ODD 8 - Travail décent et croissance économique (12 %) et de l'ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures (11 %).

L'ODD 2 - Faim zéro et l'ODD 3 - Bonne santé et bien-être figurent parmi les principales cibles des espaces blancs de marché et des espaces blancs doubles. Cela reflète les obstacles constamment rencontrés pour répondre aux besoins élémentaires, notamment en ce qui concerne les communautés marginalisées qui sont souvent traditionnellement prises en charge par les pouvoirs publics, par des interventions du secteur privé.

L'ODD 13 - Action pour le climat est le principal ODD cible des espaces blancs doubles, soulignant l'interaction entre les dynamiques de marché et

politique pour permettre au secteur privé d'appuyer les efforts de lutte contre le changement climatique et ses effets.

Graphique 9 : ODD (nombre d'espaces blancs)



Au plan thématique, la plupart des espaces blancs concernent les systèmes alimentaires (25 %), la transition énergétique (19 %) et le commerce (16 %).

Les opportunités présentant un intérêt commercial sont davantage représentées dans les espaces blancs politiques que dans les espaces blancs de marché, ce qui démontre l'importance cruciale de la mise en place de mesures politiques et réglementaires coordonnées concernant les investissements et les activités commerciales transnationales, objectif que cherche à atteindre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

À Zanzibar, par exemple, la production aquacole durable destinée à l'exportation présente un fort potentiel de marché, mais elle ne bénéficie pas d'une politique aquacole spécifique ni des réglementations nécessaires à la production et au commerce des

produits concernés, en particulier les algues *Euचेuma spinosum* et *Kappaphycus alvarezii* (communément appelées « cottonii »), ainsi que le concombre de mer et le crabe de boue. Si ces lacunes sont comblées, l'aquaculture durable pourrait permettre à Zanzibar de tirer parti de la richesse de l'économie bleue et de son avantage comparatif pour devenir une plateforme majeure d'exportation de produits horticoles au sein de la ZLECAf. Cela serait particulièrement pertinent dans le cadre du Protocole sur le commerce des marchandises, pourvu de politiques transfrontalières harmonisées telles que les cadres fiscaux.

### Encadré 1 : Carte de l'investissement orienté vers les ODD des zones frontalières Kenya-Ouganda et constatations en matière d'environnements favorables

Réalisée à titre pilote en partenariat avec le Centre de résilience du PNUD (UNDP Resilience Hub), cette carte identifie les opportunités d'investissement transfrontalières axées sur les ODD et les goulets d'étranglement connexes. Les résultats préliminaires indiquent notamment, un potentiel important dans la chaîne de valeur du miel dans la région frontalière de Karamoja-West Pokot, soutenu par des initiatives politiques concertées et des investissements dans la création de valeur ajoutée. Les forêts d'acacias et les paysages semi-arides de la région offrent des conditions idéales pour une production de miel de haute qualité, qui a évolué des pratiques traditionnelles vers des techniques apicoles modernes, avec l'appui des gouvernements du Kenya et de l'Ouganda en ce qui concerne la récolte, la transformation et le conditionnement. Des deux côtés de la frontière, les coopératives ont joué un rôle clé dans l'organisation des apiculteurs, l'amélioration des normes de qualité et l'élargissement de l'accès au marché. Reconnu pour sa saveur unique et ses propriétés médicinales, le miel a vu sa position sur le marché régional et au-delà renforcée par les efforts de marquage sous le label « Pokot Honey », normalisé par le Bureau de normalisation du Kenya. Si la création de valeur ajoutée peut se traduire par une augmentation des revenus des communautés locales, l'engagement de partenaires du secteur privé est nécessaire pour exploiter ce potentiel.

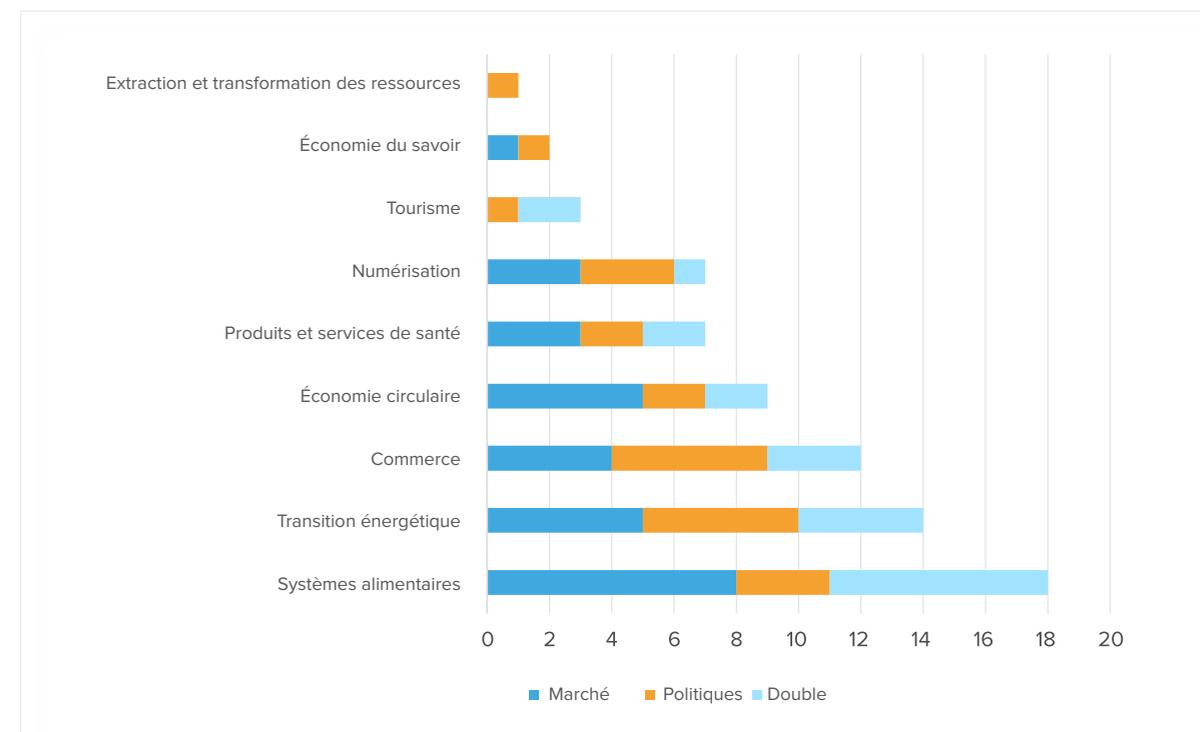
En revanche, la commercialisation de l'Aloe Vera reste entravée par le manque de coordination des politiques et la faiblesse des cadres réglementaires, bien que la filière présente des opportunités d'investissement transfrontière dans la région de Karamoja-West Pokot, où la demande est forte de la part des industries médicinales, cosmétiques et pharmaceutiques. Dans le comté de West Pokot, la récolte de l'Aloe Vera est en grande partie informelle et dominée par des négociants du marché noir de Nairobi, ce qui a conduit à son exploitation irrationnelle. En conséquence, le Service kényan de la faune et de la flore a pris la décision d'interdire temporairement cette activité.

Si cette mesure vise à protéger les stocks naturels d'aloès, elle a également entravé les investissements légitimes et le développement d'une chaîne de valeur structurée. Des pressions réglementaires, combinées à l'absence de politiques claires en matière d'utilisation des terres et d'initiatives de propagation à l'échelle commerciale, ont limité l'engagement des investisseurs. Si les administrations locales et nationales alignent leurs réglementations de façon à encourager une exploitation responsable de l'Aloe Vera, celle-ci pourrait devenir une culture commerciale de grande valeur, offrant des avantages économiques et environnementaux, comme la conservation des sols dans les zones arides.

En ce qui concerne les espaces blancs de marché, les opportunités d'économie circulaire sont plus nombreuses, soulignant le potentiel d'intégration de la circularité dans les modèles commerciaux de base ou d'adoption de pratiques circulaires dans les opérations existantes.

Par exemple, au Malawi, les installations de valorisation énergétique des déchets solides dans les zones urbaines nécessitent des infrastructures supplémentaires pour améliorer l'efficacité de la collecte des déchets. Il leur serait également profitable d'intégrer les récupérateurs informels de déchets dans des coopératives afin de pérenniser la chaîne d'approvisionnement.

Graphique 10 : Thèmes (nombre d'espaces blancs)



## OPPORTUNITÉS COMMERCIALES, POLITIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Dans l'ensemble des espaces blancs présentant des lacunes de marché (couvrant à la fois les espaces blancs de marché et les espaces blancs doubles), les obstacles à la contribution du secteur privé à la réalisation des ODD identifiés sont liés à des problèmes de compétitivité sur les marchés nationaux, où les entreprises locales peinent à fournir des biens et des services rentables, de haute qualité et innovants. Cette situation se traduit par une croissance limitée des marchés locaux et une dépendance excessive à l'égard des marchés internationaux.

Ces obstacles de marché sont principalement associés à des problèmes d'offre (47 %) et à des problèmes structurels (45 %). Cela montre que les entreprises ne sont pas en mesure de soutenir une concurrence

efficace tout au long de la chaîne de valeur en raison de contraintes d'approvisionnement liées à leur activité et de difficultés institutionnelles ou infrastructurelles. Au Lesotho, par exemple, le pays est entièrement tributaire des importations de filets d'ombrage et de matériel d'irrigation, ce qui limite l'adoption de nouvelles technologies agricoles intelligentes qui pourraient améliorer la production et le rendement des cultures. De même, en Angola, la production d'aliments sains et de compléments alimentaires est limitée par l'échelle réduite du marché intérieur et la dépendance aux importations d'intrants chimiques.



## PLEINS FEUX SUR LES ESPACES BLANCS

# GESTION INTELLIGENTE ET RECYCLAGE DE LA BIOMASSE ET DES DÉCHETS SOLIDES EN MAURITANIE

**Projet de modèle commercial:** Investir dans la gestion, la valorisation et le traitement des déchets solides municipaux, d'élevage et agricoles, en intégrant des technologies qui favorisent la création de valeur. Les solutions de valorisation comprennent le biogaz, la production d'électricité, le compost, les matériaux de construction et d'autres produits à valeur ajoutée.

**Besoin de développement:** la Mauritanie produit annuellement quelque 63 600 tonnes de déchets d'origine animale et 540 000 tonnes de déchets solides municipaux. Les stratégies de gestion et de valorisation de ces deux types de déchets sont limitées.

**Potentiel du marché du secteur privé émergent:** D'après les estimations, le pays pourrait produire quelque 2,45 milliards de mètres cubes de biogaz et 14 640 GWh d'électricité par an à partir des effluents d'élevage, tandis que les déchets agricoles pourraient générer 3,7 GWh supplémentaires. Une start-up locale créée en 2021 produit par exemple du biogaz à partir d'effluents d'élevage et de déchets agricoles. L'entreprise vend le produit à 5 dollars par 12 kilogrammes de biogaz aux ménages dirigés par des femmes dans la localité rurale de Bassikounou.

**Dynamique du marché:** malgré la promulgation de la loi n° 2023-031 relative à la gestion des déchets solides, qui autorise les opérateurs privés à valoriser les déchets par leur réemploi, leur recyclage, leur transformation et toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie, cette opportunité n'est pas pleinement exploitée sur le marché et les opérations restent de petite envergure. Les entreprises émergentes sont confrontées à plusieurs défis, notamment:

1. l'insuffisance des services de collecte et des réseaux de transport des déchets, qui accroît les charges d'exploitation ;
2. l'accès limité au financement et à la formation en matière de conception, de marketing et de stratégie ;
3. le faible tri des déchets en amont par les ménages, les entreprises et les municipalités, ce qui réduit l'efficacité des produits et services spécialisés ;
4. la concurrence avec des produits établis et importés, en particulier le gaz butane pour les entreprises de biogaz ;
5. la faible densité de population, qui rend la collecte centralisée des déchets difficile d'un point de vue logistique.

*Voir « Rapport descriptif de la Carte de l'investissement orienté vers les ODD de la Mauritanie » (attendu avant la fin de 2025) pour des informations supplémentaires et des références individuelles.*

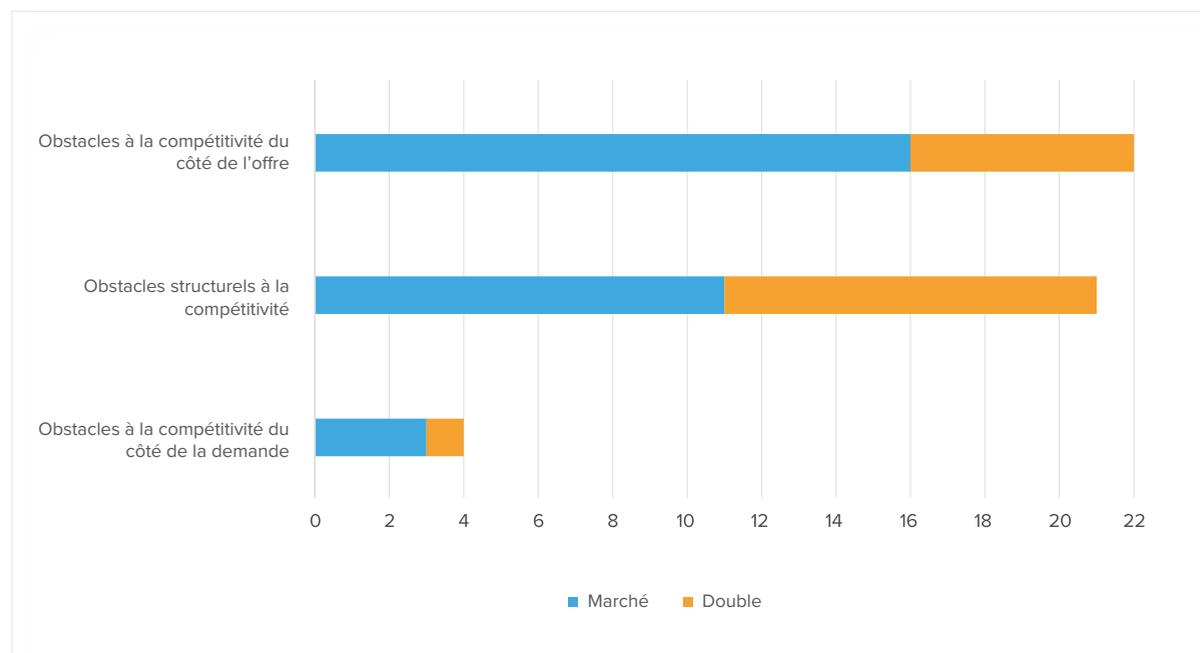
Seule une faible part des espaces blancs du marché (9 %) est confrontée à des obstacles en termes de compétitivité de la demande, c'est-à-dire à des situations où la demande des consommateurs existe, mais où le secteur privé n'est pas en mesure d'y répondre efficacement. Au Malawi, par exemple, seule une fraction de la population hors réseau peut s'offrir des produits d'énergie solaire autonomes. Il s'agit là d'une opportunité manquée en termes d'impact sur le développement et la croissance économique.

Considérées dans leur ensemble, ces lacunes de marché soulignent l'importance pour les pays de renforcer leur compétitivité nationale en exploitant leurs avantages comparatifs. Cela permettra d'accroître l'efficacité et la résilience des entreprises, de réduire leur dépendance à l'égard des marchés internationaux

et d'atténuer les chocs exogènes, deux obstacles majeurs à l'innovation et à la croissance économique à long terme.

Le marché de la fabrication de cuir de grande valeur en Tanzanie a été par exemple identifié comme une opportunité d'investissement à fort impact, portée par le riche cheptel du pays. Afin de renforcer la qualité et d'accroître la valeur ajoutée des matières premières, le gouvernement tanzanien a mis en place la Stratégie de développement du secteur du cuir. Cette stratégie passe par la modernisation des tanneries, l'amélioration des systèmes de certification et le renforcement de l'application de la réglementation. Ces mesures politiques visent à lever les obstacles structurels, à améliorer la productivité et à augmenter les volumes d'exportation vers les marchés internationaux.

Graphique 11 : Problèmes affectant les marchés (nombre d'espaces blancs)



## Encadré 2 : domaine thématique et politique de l'initiative timbuktoo

**L'AgriTech** joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accroissement de la productivité et la promotion de la durabilité sur le continent africain. Soutenue par des politiques favorables, l'AgriTech pourrait faciliter l'adoption de technologies agricoles intelligentes, renforcer les chaînes de valeur agricoles et faire de l'Afrique un leader mondial de l'agriculture.

### Productivité agricole:

En Afrique du Sud, la mécanisation de l'agriculture, combinée à des politiques axées sur l'exportation, a permis d'augmenter sensiblement la productivité agricole, notamment dans le secteur de la production fruitière, viticole et céréalière. Ces mesures sont destinées à soutenir les nouveaux agriculteurs, à améliorer l'accès à la terre et aux ressources, mais également à promouvoir l'innovation et l'adoption des technologies. Les principales initiatives adoptées dans les différents pays comprennent notamment des programmes de redistribution des terres, des régimes de soutien financier et des investissements dans la recherche et le développement. Si des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'accroissement des rendements agricoles et le soutien aux agriculteurs africains, d'importants défis restent à relever pour parvenir à une distribution équitable des terres, lever les contraintes infrastructurelles et assurer la viabilité à long terme des initiatives en matière d'AgriTech.

Pour les espaces blancs présentant des lacunes politiques et réglementaires (couvrant à la fois les espaces blancs politiques et les espaces blancs doubles), plus d'un tiers des opportunités (38 %) sont confrontées à des lacunes politiques et réglementaires relevant entièrement du secteur public. Dans certains cas, les politiques et réglementations requises existent, mais elles ne sont pas suffisamment mises en œuvre ou appliquées (16 %), ou bien les cadres disponibles sont dépassés ou inadaptés à l'opportunité en question (16 %).

Par exemple, à Zanzibar, la possibilité d'une production aquacole durable s'appuie sur la Politique de l'économie bleue, publiée en 2021 par le Ministère de l'Économie

bleue et de la Pêche. Cependant, elle est entravée par l'absence de réglementation régissant la production et le commerce des produits aquacoles. En Mauritanie, les infrastructures d'entreposage frigorifique des produits de la pêche manquent d'un cadre juridique clair pour inciter les opérateurs privés à investir dans des installations commerciales d'entreposage frigorifique pour les débarquements de poisson dans les ports. La Société nationale de distribution de poisson (SNDP), une entreprise publique, est actuellement la seule entité agréée autorisée à recevoir une part prédéfinie des prises débarquées.



## PLEINS FEUX SUR LES ESPACES BLANCS

# DÉVELOPPEMENT DE L'EXPLOITATION ET DU TRAITEMENT DU CALCAIRE AU MALAWI

**Projet de modèle commercial:** implantation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert et d'une installation de traitement afin d'approvisionner les industries du pays et desservir les marchés d'exportation.

**Besoin de développement:** Le Malawi a historiquement eu du mal à attirer suffisamment d'investissements directs étrangers (IDE), en partie à cause d'obstacles législatifs et réglementaires. Le gouvernement du Malawi a défini des plans ambitieux visant à accélérer la croissance économique et à réduire la pauvreté, notamment par l'élaboration d'une stratégie nationale de financement intégré. La Vision 2063 du Malawi vise à atteindre un taux de croissance annuel moyen du PIB de 6 % et à hisser le pays au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2063. Cette vision repose sur un pilier axé sur le renforcement du secteur manufacturier, porté par une agriculture et des industries minières dynamiques. Bien que l'économie du Malawi soit basée sur l'agriculture depuis longtemps, ce secteur n'a pas généré à lui seul une croissance suffisante pour répondre aux objectifs nationaux de développement. Dans le cadre des efforts de diversification de l'économie, le gouvernement s'est engagé à promouvoir l'extraction et le traitement des ressources minérales.

**Potentiel du marché du secteur privé émergent:** Le marché mondial du calcaire était évalué à 73,02 milliards de dollars américains en 2019 et devrait connaître un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 4,4 % entre 2020 et 2027. Le développement croissant des infrastructures dans le monde devrait stimuler la demande de calcaire dans les années à venir. Actuellement, la région africaine ne produit que 50 % de ses besoins en calcaire, le reste étant importé de pays tiers. Le calcaire est destiné à de nombreuses applications, notamment dans l'agriculture, la construction, la protection de l'environnement, la fabrication de l'acier et le traitement de l'eau.

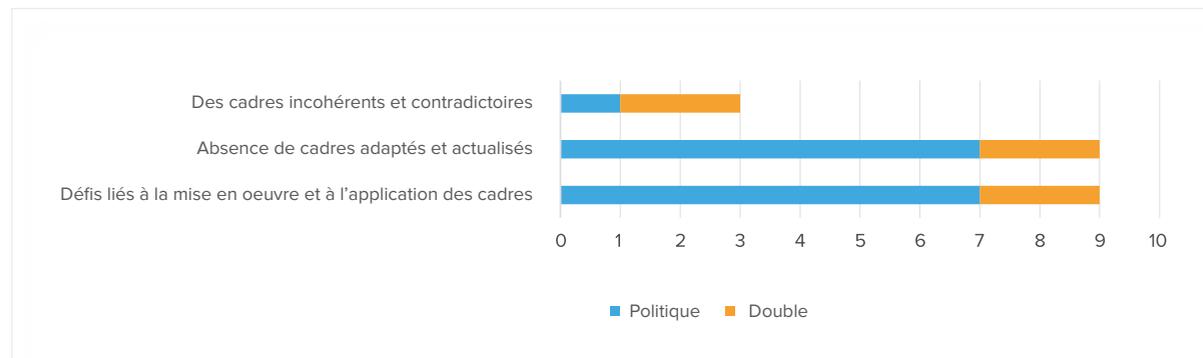
**Dynamique politique/réglementaire:** Les investissements dans les infrastructures énergétiques et de transport devraient favoriser considérablement la croissance du secteur minier du Malawi. Si les contraintes infrastructurelles continuent de peser sur les coûts d'exploitation, des réformes législatives sont également engagées. Le projet de loi sur les mines et les minéraux de 2023, récemment publié au Journal officiel, vise à remplacer la loi de 2019 par une nouvelle législation qui créerait une Autorité de régulation indépendante pour le secteur minier. Cette autorité serait chargée de délivrer les licences d'exploitation minière, d'effectuer des contrôles sur les opérations et de conseiller le gouvernement sur les questions politiques liées à la mise en valeur des ressources minières. Actuellement, la longueur et la complexité des procédures d'obtention de permis, de licences et de contrats retardent des projets tels que l'extraction et le traitement du calcaire, entraînant des dépassements de coûts et une incertitude opérationnelle.

*Projet de modèle commercial : implantation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert et d'une installation de traitement afin d'approvisionner les industries du pays et desservir les marchés d'exportation.*

Par ailleurs, quelques espaces blancs politiques (5,5 %) se heurtent à des cadres politiques et réglementaires incohérents et contradictoires. Par exemple, en Eswatini, pour faciliter la fabrication et le conditionnement de produits pharmaceutiques, notamment en ce qui concerne les médicaments antirétroviraux (ART), il est nécessaire de rationaliser

les procédures d'obtention des autorisations, mais également de remédier au chevauchement des compétences des différents ministères concernés (le ministère de la Santé et le ministère des Finances étant tous deux chargés de délivrer les licences, y compris pour les importations de produits pharmaceutiques).

Graphique 12: Problèmes structurels affectant le secteur public (nombre d'espaces blancs)



### Encadré 3: domaine thématique et politique de l'initiative timbuktoo

La **Healthtech** est un moyen crucial d'améliorer l'accès aux soins de santé dans les pays africains, où la croissance démographique et le manque d'infrastructures accentuent la nécessité de recourir à des solutions innovantes. Avec des environnements politiques favorables, la Healthtech peut aider à relever les défis pressants en matière de soins de santé en proposant des solutions numériques dans le domaine de la santé, en élargissant l'accès aux services et en protégeant les données des patients.

**Processus d'homologation des dispositifs et logiciels médicaux:** au Rwanda, l'Office rwandais des produits alimentaires et pharmaceutiques (Rwanda FDA) supervise l'enregistrement et l'homologation de ces dispositifs et logiciels au moyen d'un cadre réglementaire structuré. Le gouvernement a mis en place des processus rationalisés pour stimuler l'innovation, à l'image du déploiement de la technologie des drones par Zipline pour la livraison de fournitures médicales essentielles. Au Rwanda, le processus d'homologation des innovations dans le domaine de la Healthtech repose sur une approche holistique qui comprend l'évaluation des besoins, l'élaboration de politiques par Rwanda FDA, des concertations avec les parties prenantes du secteur privé et les établissements de santé, ainsi que des projets pilotes pour tester la faisabilité et la mise en place de procédures d'évaluation accélérée. Ces efforts sont appuyés par des initiatives de renforcement des capacités et un suivi continu pour garantir l'efficacité des mesures adoptées et leur adéquation avec l'amélioration de la prestation des services de santé.

S'il est vrai que les pouvoirs publics ont la faculté de s'attaquer de manière indépendante aux obstacles structurels sus-évoqués, la plupart des espaces

blancs politiques (56 %) sont façonnés par des défis à l'interface des secteurs public et privé.

Quatre problèmes majeurs en matière d'environnement favorable se dégagent:

#### Lacunes en matière de capital humain (18 %)

1. Ces opportunités se heurtent à une inadéquation entre les compétences et les connaissances disponibles au sein de la main-d'œuvre et les besoins des entreprises. Au Togo, par exemple, les services d'efficacité énergétique du secteur de la construction et de l'immobilier ont du mal à trouver des professionnels qualifiés. Cela souligne la nécessité de former la main-d'œuvre, y compris en faisant appel à la diaspora du pays, afin de transformer ces opportunités en activités commerciales viables.

#### Manque d'incitations (16.5 %)

2. Certaines opportunités sont limitées par le manque d'incitations politiques et réglementaires qui encourageraient les entreprises à investir dans des marchés et à contribuer à leur croissance. À Zanzibar, des mesures d'incitation favorable sont prévues dans le secteur immobilier au profit des investisseurs étrangers. Cependant, le cadre politique en vigueur n'est pas suffisamment incitatif pour permettre aux populations locales d'avoir accès à des logements abordables et respectueux de l'environnement, notamment par le biais de financements hypothécaires et de régimes d'assurance, afin d'atténuer les risques associés au financement du logement. La limitation des facilités offertes aux investissements privés crée un déséquilibre sur le marché.

#### Absence d'infrastructures publiques (de soutien) (14.5 %)

3. Ces opportunités sont entravées par l'absence de systèmes, de services et d'installations essentiels dont les entreprises ont besoin. Par exemple, en Côte d'Ivoire, les initiatives visant à implanter des écolodges dans les régions les moins développées sont limitées par l'absence d'infrastructures et de services de base. Les disparités régionales entre le nord et le sud continuent de freiner la croissance le long de la chaîne de valeur.

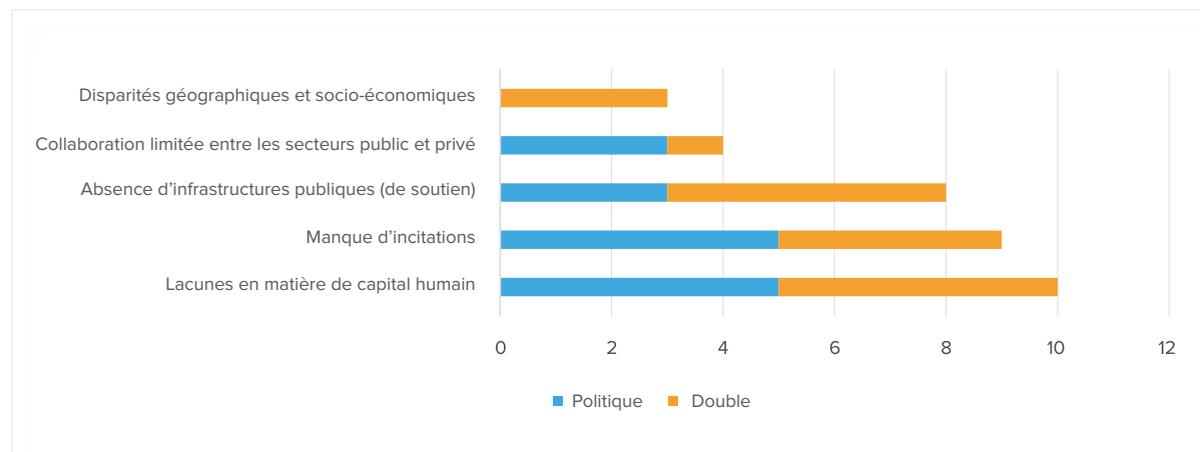
#### Collaboration limitée entre les secteurs public et privé (7.5 %)

4. Dans ces cas, l'absence de partenariats efficaces entre les secteurs public et privé entrave le développement des entreprises. Aux Seychelles, par exemple, le soutien à la production agricole nécessite la mise en place de partenariats public-privé. Le gouvernement pourrait jouer un rôle en développant des infrastructures clés selon des modèles tels que BOT (Construire-Exploiter-Transférer) ou DBO (Concevoir-Construire-Exploiter). La création de centres de formation professionnelle pour doter les entrepreneurs agricoles de capacités et de connaissances financières pourrait contribuer au renforcement du secteur, et des évaluations complètes des cultures potentielles et des modèles de plantation pourraient encourager une production plus durable.

Ces défis offrent d'excellentes opportunités aux acteurs publics et privés pour promouvoir des objectifs communs. Ils mettent également en lumière le rôle

essentiel que joue le secteur privé dans la création d'un environnement favorable

**Graphique 13: Problèmes relatifs à l'interaction entre secteurs public-privé et aux disparités géographiques/socio-économiques (nombre d'espaces blancs)**



#### Encadré 4: domaine thématique et politique de l'initiative timbuktoo

La **ManuTech** joue un rôle crucial dans le développement économique, puisqu'elle contribue de manière significative au PIB et à l'emploi. Des mesures politiques peuvent encourager la fabrication avancée, le perfectionnement de la main-d'œuvre et la compétitivité industrielle.

**Développement des compétences et formation de la main-d'œuvre:** au Kenya, l'accent mis sur la formation professionnelle a permis d'augmenter les taux d'emploi dans l'industrie manufacturière. À l'origine, le secteur manufacturier du pays souffrait d'un important déficit de compétences qui l'empêchait de tirer parti des opportunités industrielles et de faire face à la concurrence mondiale. Le gouvernement a pris des mesures pour remédier à cette situation en donnant la priorité à des programmes de formation professionnelle visant à renforcer les capacités de la main-d'œuvre en lui apportant des compétences pratiques adaptées aux procédés de fabrication modernes. Ces initiatives, fruit d'une collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et les établissements de formation, ont permis de mettre les programmes en adéquation avec les besoins en compétences du secteur industriel. Elles ont également élargi l'accès à la formation et aux stages, soutenu le transfert de technologies et renforcé la préparation de la main-d'œuvre, ce qui a eu pour effet de stimuler l'emploi et d'améliorer la compétitivité du secteur.

Un dernier sous-ensemble d'espaces blancs présentant des lacunes politiques concerne spécifiquement les modèles commerciaux qui peuvent réussir dans certains contextes, tels que les milieux urbains ou pour la classe moyenne, mais qui rencontrent des difficultés pour atteindre les populations les plus démunies, en particulier dans les zones rurales et auprès des clients à faible revenu. Il s'agit d'opportunités caractérisées par des disparités géographiques et socio-économiques (5,5 %), où les ressources, les services et les opportunités sont inégalement distribués entre les communautés urbaines et rurales ainsi que les groupes marginalisés.

Au Malawi, par exemple, l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) comme source d'énergie alternative pour la cuisson et le chauffage est principalement viable pour les ménages à revenus moyens ou élevés et se concentre presque entièrement dans les zones urbaines. Le coût du GPL reste élevé par rapport à la

moyenne mondiale. Son caractère inabordable limite l'accès de la plupart des ménages à des combustibles de cuisson propres, ce qui a pour effet de réduire les résultats en matière de développement et de créer un vaste marché non desservi dont les besoins énergétiques ne sont pas satisfaits.

Les espaces blancs liés aux disparités géographiques et socio-économiques constituent des opportunités cruciales d'utiliser un soutien public catalytique pour mobiliser les interventions du secteur privé et obtenir les résultats de développement escomptés. En mettant en place des mécanismes de financement innovants, tels que les garanties, les gouvernements et les partenaires au développement peuvent réduire les risques associés aux investissements et permettre aux acteurs du secteur privé d'opérer dans des zones qui, sans cela, resteraient mal desservies.

#### Encadré 5: domaine thématique et politique de l'initiative timbuktoo

**L'EdTech** transforme l'expérience d'apprentissage en Afrique en proposant des solutions innovantes pour relever des défis de longue date tels que l'accès, l'inclusion et la qualité. Grâce à l'apprentissage numérique, à la formation des enseignants et à l'accent mis sur l'équité en matière d'éducation, l'EdTech redéfinit la manière dont l'éducation est dispensée et reçue.

**Accessibilité et inclusivité:** au Ghana, des initiatives telles que iCampusGH fournissent des ressources éducatives en ligne adaptées aux élèves du secondaire, en particulier ceux des communautés isolées qui peinent à accéder à des services éducatifs de qualité en raison de contraintes géographiques, économiques ou sociales. La plateforme propose des contenus numériques, notamment des livres électroniques, des leçons vidéo et des quiz interactifs, accessibles sur ordinateurs ou appareils mobiles. Elle permet ainsi de surmonter les limites des manuels traditionnels et de l'apprentissage en classe. Pour étendre la portée d'iCampusGH et d'autres solutions Edtech analogues, le gouvernement a mis en place des mesures politiques favorables. Il s'agit notamment d'investissements dans l'infrastructure Internet dans les zones rurales, de plans de données subventionnées pour les élèves et les enseignants, ainsi que de programmes de formation aux compétences numériques. Autant d'efforts qui permettent d'assurer que les communautés les plus isolées peuvent bénéficier d'opportunités d'apprentissage inclusives et de haute qualité.

# CONCLUSION

Les données tirées des 20 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD montrent que le secteur privé joue un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de développement à travers les différentes priorités nationales et régionales en Afrique subsaharienne. Les 250 DOI recensés présentent tous un potentiel d'impact économique, social et environnemental, témoignant d'un paysage de l'investissement permettant de générer à la fois des rendements financiers et des progrès mesurables en matière de développement.

Néanmoins, des obstacles structurels subsistent. En effet, comme l'illustrent les 53 espaces blancs identifiés dans lesdites cartes, des contraintes politiques, réglementaires et de marché continuent de limiter la croissance dans les secteurs émergents. Il en résulte une concentration des capitaux sur les marchés plus matures, où le risque est perçu comme étant plus faible, au détriment des modèles économiques à fort impact qui restent sous-financés. Les expériences de pays recueillies dans le cadre d'initiatives telles que Timbuktoo montrent combien les environnements favorables, en particulier ceux qui encouragent l'innovation et l'entrepreneuriat, peuvent encourager une participation active du secteur privé dans l'économie réelle.

Pour remédier aux lacunes en matière d'investissement et aligner les capitaux sur les priorités de développement, des réformes majeures s'avèrent nécessaires. De même, une collaboration efficace entre les acteurs publics et privés est indispensable pour mobiliser des investissements transformationnels. Les Cadres nationaux de financement intégré (INFF/CNF) aident les pays à surmonter les difficultés de financement en renforçant les politiques et les systèmes qui canalisent les capitaux vers des

opportunités à fort impact et alignées sur les ODD. Les INFF permettent également de développer des outils et des mécanismes de financement appropriés pour attirer les capitaux privés.

En Afrique subsaharienne, 37 pays utilisent les INFF pour élaborer des stratégies de financement, mettre en œuvre des réformes et mettre en place les instruments financiers, les outils et les capacités institutionnelles nécessaires afin de mobiliser les investissements du secteur privé. Nombre de ces pays disposent également de Cartes de l'investissement orienté vers les ODD, qui permettent d'identifier des opportunités d'investissement et de les aligner sur les priorités nationales de développement. Les mesures soutenues par les INFF comprennent des modèles de financement mixte, des lois actualisées sur les partenariats public-privé (PPP), des accords de partage des risques et des instruments concessionnels destinés à réduire les obstacles à l'investissement. Les opportunités remarquables qui résultent de la mise en œuvre des INFF comprennent notamment l'utilisation des transferts de fonds comme source stratégique de financement du développement, comme en témoignent le Pacte de partenariat Gouvernement-Diaspora au Bénin, mais également l'affectation des IDE aux priorités nationales, à l'instar des investissements agricoles liés aux PPP en Tanzanie qui orientent les capitaux privés vers les actions de développement économique local.



**Programme des Nations Unies pour le développement**  
Centre Financement du développement durable en Afrique  
UN House, 351 Francis Baard Street,  
Pretoria, Afrique du Sud

[sdgfinance.undp.org](http://sdgfinance.undp.org)

© UNDP 2025